COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 20 décembre 2013
(convocation du 9 décembre 2013)

Aujourd'hui Vendredi Vingt Décembre Deux Mil Treize à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL PUECH Clément, Mme DE FRANÇOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MADRELLE Nicolas, M. VERNEJOUL Michel, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIER Pierre, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOULET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à Mme LIMOUZIN Michèle jusqu'à 10 h 05
Mme BOST Christine à M. DOUGADOS Daniel jusqu'à 10 h 05
M. BRON Jean-Charles à M. DUPRAT Christophe à partir de 12 h 15
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. SOUBIRAN Claude à partir de 11 h 30
Mme FAYET Véronique à M. ROBERT Fabien
M. GAUTE Jean-Michel à M. GAUZERE Jean-Marc à partir de 12 h 15
M. HERITIE Michel à M. LAGOFUN Gérard à partir de 12 h 00
M. LAMAISON Serge à M. LABISTE Bernard jusqu'à 10 h 05 et à partir de 12 h 15
M. OLIVIER Michel à M. GALAN Jean-Claude
M. PUJOL Patrick à M. FLORIAN Nicolas
M. SAINTE-MARIE Michel à M. ANZIANI Alain
M. TOUZEAU Jean à Mme FAORO Michèle jusqu'à 10 h 05
M. SOUBABERE Pierre à M. TURON Jean-Pierre
Mme TERRAZA Brigitte à Mme DE FRANÇOIS Béatrice
M. AMBRY Stéphane à Mme BALLOT Chantal à partir de 12 h 00
M. ASSERAY Bruno à M. HURMIC Pierre à partir de 11 h 10
M. BONNIN Jean-Jacques à M. GARNIER Jean-Claude à partir de 11 h

M. BOUSQUET Ludovic à CAZENAVE Charles à partir de 12 h 20
Mme BREZILLON Anne à Mme DELATTRE Nathalie à partir de 12 h 15
Mme CAZALET Anne-Marie à M. DAVID Yohan
M. CAZENAVE Charles à Mme COLLET Brigitte jusqu'à 10 h 10
M. CHARRIER Alain à Mme EWANS Marie-Christine jusqu'à 10 h 00
Mlle DELTIPLE Nathalie à M. DUBOS Gérard
M. EGRON Jean-François à M. MADRELLE Nicolas jusqu'à 10 h 05
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. GUICHOUX Jacques
M. JUNCA Bernard à M. QUANCARD Denis à partir de 12 h 25
M. MANGON Jacques à M. RAYNAL Franck
M. MAURIN Vincent à Mme MELLIER Claude
M. MOGA Alain à M. MILLET Thierry à partir de 12 h 25
M. PAILLART Vincent à M. FREYGEFOND Ludovic
M. POIGNONEC Michel à M. JOUBERT Jacques
M. RESPAUD Jacques à Mme DIEZ Martine jusqu'à 10 h 00
M. ROUVEYRE Matthieu à M. PEREZ Jean-Michel jusqu'à 10 h 15
Mme SAINT-ORICE Nicole à M. SOLARI Joël jusqu'à 10 h 20

EXCUSES :

Mme HAYE Isabelle

LA SEANCE EST OUVERTE

Régime de Fiscalité Professionnelle Unique - Dotation Communautaire de Croissance et de Solidarité "Garantie" (DCCS) 2014 - Décision

Monsieur FREYGEFOND présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Le régime de Taxe Professionnelle Unique (TPU), adopté par la Communauté urbaine de Bordeaux le 1er janvier 2001, a conduit à la mise en place de la Dotation Communautaire de Croissance et de Solidarité (DCCS), en conformité avec les dispositions légales régissant ce régime fiscal.

La réforme fiscale qui a conduit à la suppression de la taxe professionnelle se combine depuis 2012 avec la mise en place du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC). La Communauté Urbaine de Bordeaux comme ses communes membres sont concernées par cette péréquation dite "horizontale".

Ce nouveau dispositif entérine une évolution du pacte financier d'agglomération et en particulier de la DCCS.

Ainsi, la délibération n°2012/0419 du 22 juin 2012 relative au FPIC a fait évoluer la méthode de détermination de la DCCS à compter de 2013.

Le volume financier de la D.C.C.S jusqu'en 2010

De 2001 à 2004, les modalités de calcul de la DCCS reposaient sur l'application d'une clé de partage de la croissance des produits larges de Taxe Professionnelle (TP), soit :

- 55 % pour la Communauté urbaine permettant de financer les actions communautaires,
- 45 % pour les communes afin de soutenir leur développement.

Quelques aménagements au calcul du produit large avaient été décidés à compter de 2004, notamment l'exclusion du produit large de la taxe professionnelle acquittée par la Communauté urbaine pour son réseau de transport en commun.

En 2005, du fait du sinistre enregistré (par la Communauté urbaine) sur les bases de taxe professionnelle de France Télécom, qui a conduit à une évolution négative des bases de taxe professionnelle entre 2003 et 2004, le montant global de la DCCS a été gelé au niveau atteint en 2004, soit 21,7 M€.

A partir de 2006, afin de donner de la visibilité aux communes sur l'évolution de cette dotation et de concilier les besoins de la Communauté urbaine fortement engagée dans différents domaines (logement social, aménagement des ZAC et centres bourgs, développement économique, ...) il a été acté, sauf accident qui impacterait le produit de la TP, de garantir aux communes une évolution de l'enveloppe globale de 10 % a minima par an jusqu'au terme de la mandature.

Aussi entre 2006 et 2008, le mécanisme de clé de répartition a été abandonné au profit d'une évolution indiciaire de l'enveloppe globale de 10 % par an.

En 2009 et en 2010 l'évolution de l'enveloppe globale de la DCCS a été, pour ces années, de 5%. Ainsi le montant de la dotation 2009 s'élevait à 31 762 500 euros, soit une évolution de 5 % par rapport à 2008, de même qu'en 2010 pour un montant de 33 350 625 euros.

Les critères de répartition de la DCCS entre les communes jusqu'en 2010

L'enveloppe globale de la DCCS était répartie entre les communes en quatre fractions qui, chacune correspondaient, à des finalités différentes :

- **Une enveloppe « Garantie »** : elle correspondait à l'ancienne Dotation de Solidarité instituée de 1997 à 2000 et est figée à son montant 2000. Elle a permis d'éviter de déstabiliser les budgets des communes concernées et de capitaliser les efforts de réduction des inégalités de richesse déjà accomplis fin 2000 ;
- **Une enveloppe « Développement »** : elle visait à intéresser et encourager les communes à l'accueil d'acteurs économiques sur leur territoire.
- **Une enveloppe « Péréquation »** : elle avait pour but d'assurer une solidarité entre les communes en s'efforçant de lutter contre les inégalités de richesse fiscale sur le territoire communautaire ;
- **Une enveloppe « Population »** : elle consistait à répartir les charges inhérentes à la démographie de chaque commune.

La DCCS en 2011 une transition pour évaluer les impacts de la réforme fiscale portant suppression de la taxe professionnelle.

L'année 2011 coïncidait avec la première année d'application de la réforme de la TP. Ainsi le Bureau avait, lors de sa séance du 7 octobre 2010, acté le principe d'une majoration de 2,50% de l'enveloppe globale de DCCS pour l'année 2011 (de 33.350.625 € à 34.184.391 €). Le principe a été confirmé par le Conseil de Communauté par délibération n°2010/0830 du 26 novembre 2010.

La DCCS en 2012 une nouvelle transition pour évaluer les impacts combinés de la réforme fiscale portant suppression de la Taxe Professionnelle et de la péréquation horizontale.

Dans l'attente de connaître précisément les nouvelles dispositions et leurs impacts tant sur La Cub que ses communes, il a été décidé, pour éviter toutes tensions sur les budgets communaux, de maintenir, en 2012, l'enveloppe de DCCS servie en 2011, soit 34.184.391 € ainsi que les attributions de chaque commune au niveau atteint en 2011.

La DCCS en 2013 est désormais composée d'une enveloppe «garantie » d'un montant de 34.184.391 € et d'une enveloppe indexée sur l'évolution de la ressource fiscale élargie déduction faite de la part communautaire du FPIC

La DCCS est désormais constituée :

- d'une enveloppe « garantie » de 34.184.391 €,
- d'une enveloppe indexée sur l'évolution sur la ressource fiscale élargie telle que définie par la délibération 2012/0419 en date du 22 juin 2012 :

- la Contribution Économique Territoriale (CET),
- l'Impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER),
- la Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM),
- les allocations compensatrices de Taxe Professionnelle (TP) et de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE),
- la Dotation de Compensation de la Réforme Taxe Professionnelle (DCRTP),
- le Fond National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR).

Desquelles est déduite la part communautaire du FPIC.

Ainsi, par délibération du 12 juillet 2013, La Cub a voté un « surplus » de DCCS pour 2013 d'un montant de 1 000 931,47 €.

La DCCS en 2014 : poursuivre le dispositif en vigueur en 2013.

Conformément au débat d'orientations budgétaires 2014 du conseil de Communauté du 15 novembre 2013, il est proposé de reconduire le dispositif initié en 2013 à savoir une « garantie individuelle » de 34.184.391 € pour les 27 communes « historiques » et de verser une dotation de 338.635 € pour la commune de Martignas sur Jalle et un réajustement à déterminer en 2014, avec la connaissance des produits fiscaux définitifs 2013 et prévisionnels 2014 et du prélèvement FPIC 2014.

Pour tenir compte du réajustement possible de la DCCS en 2014, une inscription de 35.601.000 € a été inscrite au projet de budget primitif 2014.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts

VU l'article 86 de la loi n°1999/586 du 12 juillet 1999

VU la délibération n° 2000/662 du 13 juillet 2000

VU la délibération n° 2012/0419 du 22 juin 2012

VU la délibération n°2012/0903 du 21 décembre 2012

VU la délibération n°2013/0548 du 12 juillet 2013

VU la délibération n°2013/0550 du 12 juillet 2013

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QUE il y a lieu de fixer le montant de la Dotation Communautaire de Croissance et de Solidarité « garantie » à verser aux communes pour l'année 2014.

DECIDE

Article 1 :

Dans l'attente de la notification du montant 2014 du FPIC, des recettes fiscales définitives 2013 et prévisionnelles 2014, le montant de la Dotation Communautaire de Croissance et de Solidarité « garantie » à verser aux 27 communes « historiques » de La Cub pour l'année 2014 est fixé à 34 184 391 euros.

Article 2 :

Dans l'attente de la notification du montant 2014 du FPIC, des recettes fiscales définitives 2013 et prévisionnelles 2014, le montant de la Dotation Communautaire de Croissance et de Solidarité « garantie » à verser à la commune de Martignas sur Jalle est fixé à 338 635 euros.

Article 3 :

La Communauté urbaine de Bordeaux ajustera les montants arrêtés aux articles 1 et 2, après délibération du Conseil, au vu des montants du FPIC 2014 et des ressources fiscales élargies servant de base de calcul à l'évolution de la DCCS.

Article 4 :

Chaque commune percevra une dotation de garantie telle qu'elle est définie par la délibération n°2012/0419 du 22 juin 2012 (cf. annexe 1).

Article 5 :

Le principe du versement de la Dotation Communautaire de Croissance et de Solidarité par douzièmes à l'instar du mécanisme institué par l'État pour le versement du produit de la fiscalité directe locale, est reconduit.

Article 6 :

Monsieur le Président est autorisé à notifier les montants annuels de la Dotation Communautaire de Croissance et de Solidarité 2014 pour sa part « garantie » aux communes et à procéder à toutes les formalités visant au mandatement des sommes dues dans le respect du cadre prescrit.

Article 7 :

Un crédit sera ouvert au budget primitif pour l'exercice 2014, au chapitre 014, à l'article 73922, s/fonction 01 pour permettre le versement aux communes de cette dotation selon les modalités retenues.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.
Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 20 décembre 2013,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
6 JANVIER 2014**

PUBLIÉ LE : 6 JANVIER 2014

M. LUDOVIC FREYGEFOND